



**PRÉFET
DE LA GIRONDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde
Cité administrative
2, rue Jules Ferry
BP 55
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 06/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/12/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PRESSING ANDREO

Centre commercial Grand Large
Avenue de Césarée
33470 Gujan-Mestras

Code AIOT : 0005213586

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/12/2025 dans l'établissement PRESSING ANDREO implanté Centre commercial Grand Large Avenue de Césarée 33470 Gujan-Mestras. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente visite est réalisée dans le cadre de l'action nationale de libération du foncier industriel, s'agissant d'un site ICPE dont la cessation d'activité a été notifiée avant le 1^{er} juin 2022. Elle a pour vocation de faire un état des lieux, au jour de la visite, de l'avancement de la procédure de cessation d'activité du site, et de pouvoir publier ces informations sur la plateforme Géorisques.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PRESSING ANDREO
- Centre commercial Grand Large Avenue de Césarée 33470 Gujan-Mestras
- Code AIOT : 0005213586
- Régime : D
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La SARL PRESSING ANDREO (SIRET 51897731900012) a été créée le 07/01/2010, fermée le 18/02/2015. Le pressing effectuait du nettoyage à sec ; il était intégré dans la galerie marchande du :
CENTRE COMMERCIAL GRAND LARGE
AVENUE DE CESAREE
33470 GUJAN-MESTRAS

S'agissant d'une ICPE, par courrier du 2 mars 2015, le liquidateur judiciaire mandaté informait Monsieur le Préfet de la Gironde de la cessation d'activité de la SARL PRESSING ANDREO, à compter du 18 février 2015 et précisait que la liquidation judiciaire ne disposait pas de fonds. L'inspection des installations classées avait transmis en suivant en avril 2015 au liquidateur des informations concernant les modalités de la mise en sécurité mais aucune réponse n'a été apportée à ces demandes.

Le jugement de clôture pour insuffisance d'actif a été prononcé le 14/09/2016.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Libération foncier SSP
- Sites et sols pollués

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Cessation d'activité : notification	Code de l'environnement du 12/07/2011, article R. 512-66-1	Sans objet
2	Cessation d'activité : notification	Code de l'environnement du 12/07/2011, article R. 512-66-1	Sans objet
3	Impacts potentiels	Code de l'environnement du 12/07/2011, article R. 512-66-1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le pressing ANDREO a bien cessé toute activité en 2015, après sa fermeture suite à sa liquidation judiciaire mais il a été remplacé aussitôt par un autre pressing, sous le nom Ni Qui Press de 2015 jusqu'à sa fermeture définitive en 2023, également suite à une liquidation judiciaire ouverte en 2023. Ce dernier pressing n'était pas connu de l'Inspection des Installations Classées. Le local a été entièrement vidé, aucune trace de l'ancienne activité n'aurait été identifiée selon le personnel rencontré sur place et le local est bien fermé. En l'absence de déclaration des mesures prises pour assurer la mise en sécurité du site suite à la cessation d'activités par le liquidateur judiciaire, ces mesures ne sont donc pas connues de l'Inspection des Installations Classées. Il est donc possible que des sources potentielles de pollution soient présentes sur le site, et éventuellement en dehors du site. Une copie de ce rapport est donc transmise au propriétaire du local de l'ancien pressing, le propriétaire du centre commercial.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Cessation d'activité : notification

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 12/07/2011, article R. 512-66-1
Thème(s) : Risques chroniques, Notification cessation
Prescription contrôlée : I.-Lorsqu'une installation classée soumise à déclaration est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt un mois au moins avant celui-ci. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.
Constats : Par courrier du 2 mars 2015, le liquidateur judiciaire mandaté informait Monsieur le Préfet de la Gironde de la cessation d'activité de la SARL PRESSING ANDREO, à compter du 18 février 2015 et

précisait que la liquidation judiciaire ne disposait pas de fonds.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Cessation d'activité : mise en sécurité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 12/07/2011, article R. 512-66-1

Thème(s) : Risques chroniques, Mise en sécurité

Prescription contrôlée :

La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment :

1° L'évacuation ou l'élimination des produits dangereux et la gestion des déchets présents sur le site ;

2° Des interdictions ou limitations d'accès au site ;

3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;

4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

Constats :

L'inspection des installations classées avait transmis en suivant de la notification de cessation d'activité en avril 2015 au liquidateur un courrier de demande d'informations concernant les modalités de la mise en sécurité mais aucune réponse n'a été apportée à ces demandes. Selon l'annuaire des entreprises, la SARL a été fermée le 18/02/2015 puis le jugement de clôture pour insuffisance d'actif a été prononcé le 14/09/2016. L'exploitant était donc considéré comme disparu.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Impacts potentiels

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 12/07/2011, article R. 512-66-1

Thème(s) : Risques chroniques, Intérêts mentionnés au L. 511-1

Prescription contrôlée :

(...)

III.-En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site comparable à celui de la dernière période d'exploitation de l'installation. Il en informe par écrit le propriétaire du terrain sur lequel est sise l'installation ainsi que le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme.

Constats :

Le jour de la visite, l'inspectrice a pu échanger avec l'agent de sécurité du centre commercial : dès sa fermeture, l'ancien pressing ANDREO a été remplacé par un autre pressing dénommé "Pressing Grand Large" occupé par la SAS "Ni Qui Press" de 2015 à 2023. Selon l'annuaire des entreprises, cette SAS a été créée le 02/03/2015 puis radiée du registre du commerce le 30/09/2024 suite à

l'ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire le 25/07/2023. Effectivement, le jour de la visite, le local était fermé et entièrement vide. Selon l'agent de sécurité, le local aurait été entièrement vidé autour de 2021 et aucune trace de pollution n'était visible. Le mot "PRESSING" a été retiré d'ailleurs au niveau de l'ancienne enseigne (il ne reste plus que "Grand Large" : voir photo). La SAS Ni Qui Press n'a jamais déclaré son activité ICPE. Il est à noter qu'aucune information sur la nature du nettoyage à sec (utilisation ou non de solvants organiques) n'est connue. Afin de conserver la mémoire du site ANDREO, ce dernier sera enregistré dans la CASIAS (carte des anciens sites industriels et activités de services définie à l'article L.125-6 du code de l'environnement).

En l'absence de déclaration des mesures prises pour assurer la mise en sécurité du site suite à la cessation d'activités par le liquidateur judiciaire, ces mesures ne sont donc pas connues de l'Inspection des Installations Classées. Il est donc possible que des sources potentielles de pollution soient présentes sur le site, et éventuellement en dehors du site.

Une copie de ce rapport est donc transmise au propriétaire du local de l'ancien pressing, le propriétaire du centre commercial.

Type de suites proposées : Sans suite

Annexe photos



Emplacement ancien pressing Andreo puis Ni Qui Press le 18/12/2025



Ancien pressing Grand Large (d'après photo récupérée sur le site du centre commercial <https://www.centregrandlarge.com> en décembre 2025)